

LA PLANÈTE ET SON CLIMAT MALADES DU CAPITALISME

UNE NÉCESSITÉ : CHANGER DE MODE DE DÉVELOPPEMENT

Le texte qui suit, analyse de la CGT-INRA par rapport à la tenue de la conférence climat- COP21- à Paris, a été rédigé juste avant les attentats meurtriers qui ont endeuillé notre pays. Ces attentats, perpétrés sur des lieux de culture et de vie, frappent et concernent chacune et chacun d'entre nous, toutes les populations de toutes religions, origines ou nationalités, et particulièrement la jeunesse. Des attentats frappent aussi les populations partout dans le monde, à Beyrouth, en Turquie, à Bamako dernièrement, ou lors de l'explosion de l'avion Russe en Egypte. Notre solidarité s'adresse à toutes les victimes de ces assassinats. Derrière ces atrocités, des discours trop souvent entendus reviennent à grands pas. Pour la CGT, la guerre ne règle rien, au contraire. Les multiples interventions militaires (en Irak, en Libye, en Syrie, etc.) et le bombardement des populations civiles, loin de susciter l'émergence de systèmes démocratiques, tuent en masse et sont vecteurs de pauvreté et d'inégalités accrues, poussant à l'exil des populations entières, et nous conduisant tous vers une impasse économique et sociale. Pour la CGT, seules la justice sociale et la démocratie sont facteur de paix. Il faut reconstruire du lien social, rétablir les services publics partout et pour tous, offrir à la jeunesse de véritables perspectives d'avenir, accompagner les citoyens en difficulté. Dans ce cadre, l'aspiration à la paix et à la sécurité pour nos concitoyens ne peut conduire à des atteintes aux libertés collectives comme le droit à manifester, à faire grève et à défendre les revendications face aux attaques incessantes contre les acquis sociaux. Ayant obtenu du parlement la prolongation pour trois mois de l'état d'urgence, le gouvernement vient ainsi d'interdire la manifestation prévue le 29 Novembre par nombre d'organisations et d'associations pour exprimer à l'ouverture de la COP21 leur volonté de s'attaquer aux racines mêmes du dérèglement climatique ; ce alors que le maintien d'évènements sportifs ou de marchés de Noël accueillant des dizaines de milliers de personnes ne fait l'objet de mesures similaires. Cette atteinte aux libertés démocratiques élémentaires est inacceptable.

Le mode actuel de « développement » de la société capitaliste vise avant tout à accroître les profits d'une minorité en augmentant l'exploitation du travail de la majorité. C'est cette même logique qui induit le pillage de la planète, le démantèlement des services publics, la libéralisation de tous les échanges, le développement d'une consommation absurde de biens inutiles quitte à endetter les populations et provoquer des guerres.

Ce système conduit aussi à une augmentation inexorable de l'émission des Gaz à Effet de Serre (GES) et à la dérégulation du climat. Le rapport du GIEC de 2014 a confirmé l'existence d'un réchauffement accompagné de dérèglements climatiques à l'échelle planétaire. La température moyenne de l'atmosphère continentale et océanique a augmenté de 0,85°C entre 1880 et 2012, provoquant un réchauffement de l'eau des océans de 0,11°C, une rétraction de la calotte glaciaire arctique de 4% par décennie et une hausse du niveau de la mer de 3 mm par an depuis 1993.

Selon les climatologues et les océanographes, le réchauffement est principalement causé par les gaz à effet de serre émis par les activités humaines (CO₂, méthane, N₂O...). Leur concentration continue à augmenter: celle du CO₂ est aujourd'hui proche de 400 ppm, valeur qui n'a pas été atteinte depuis 2,6 millions d'années ! Pire, l'augmentation ne faiblit pas depuis le protocole de Kyoto: elle oscille autour de +2 ppm par an.

Des projections alarmantes

Concernant les projections pour le futur, le « pire » des scénarios (RCP 8.5) suppose une émission accélérée de GES jusqu'à 1300 ppm en 2100. Avec l'orientation actuelle de la mondialisation capitaliste qui se traduit par l'extraction de gaz de schiste, le retour de l'exploitation du charbon ou l'usage de pétrole inaccessible par le passé, le pire n'est hélas pas impossible. Au rythme actuel de l'émission de GES, la quantité de CO₂ qui serait nécessaire pour augmenter la température actuelle de 2°C sera atteinte dès 2017. *A contrario*, pour imaginer l'ampleur du changement de système que requiert le scénario le moins grave (RCP 2.6), il faudrait qu'à terme tout le carbone émis par les combustions fossiles soit stocké dans l'océan ou dans la végétation, ce qui requiert une limitation drastique de l'extraction de gaz, de pétrole ou de charbon. D'après les différents modèles climatiques, et selon la gravité des émissions de gaz à effet de serre, les températures moyennes en 2100 augmenteraient de 1 à 3,7 °C par rapport à la période 1986-2005. Mais les moyennes sont trompeuses, car certaines saisons ou régions seront bien plus touchées que d'autres. Par exemple, sur le pourtour méditerranéen, en 2100, pour le pire des scénarios les températures estivales augmenteraient de plus de 6,5°C, alors même que les précipitations baisseraient de 25%. A ces effets, il faut rajouter une plus grande intensité des événements extrêmes (canicule, inondation) et une hausse du niveau de la mer estimée entre 0,26 et 0,82m par le GIEC. Mais il existe beaucoup d'incertitudes si on dépasse ce que les climatologues et les écologues appellent des points de basculement. C'est pour cette raison que les scientifiques insistent sur l'absolue nécessité de ne pas dépasser 2°C de réchauffement global au regard des conditions de vie de l'écrasante majorité de l'humanité.

Dans un monde dominé par la loi du marché, les plus pauvres, les plus exploités seront encore les plus touchés !

Alors même qu'une personne est déjà obligée d'abandonner sa maison toutes les secondes pour fuir le dérèglement du climat, les conséquences pour les populations humaines, leur agriculture ou leurs écosystèmes sont très importantes. Les deux-tiers de la population mondiale vivent dans des pays à « haut risque » climatique, qui sont aussi des pays pauvres et/ou à croissance rapide. Même si on limite au maximum le réchauffement futur, des adaptations seront nécessaires pour permettre aux populations de se développer là où elles vivent. Dans ces pays du sud les classes sociales les plus démunies (qui deviendront plus nombreuses si

l'ordre social actuel ne change pas) seront les premières touchées par les catastrophes climatiques : leurs terres et leurs logements sont souvent les plus vulnérables à la montée du niveau de la mer, aux inondations, aux tempêtes, ou à la sécheresse. Ces populations sont aussi plus exposées aux maladies et aux canicules... Le changement climatique va aussi modifier les rendements des cultures en accroissant ainsi l'insécurité alimentaire et causer d'importants dégâts sur les écosystèmes naturels (risque de sécheresse, dépérissement forestier, perte de biodiversité), avec en retour de nouvelles conséquences néfastes pour le climat. Ces événements climatiques s'ajoutent au système d'exploitation capitaliste et à l'impérialisme qui génèrent de la misère, déclenchent des famines, des exodes, et des révoltes auxquels les Etats répondront le plus souvent par la répression comme à la Nouvelle Orléans ou à Haïti. Ce cocktail explosif ne peut déboucher que sur des guerres.

D'une COP à l'autre, la valse des hypocrites et une succession d'échecs

Face à ces menaces, et sous la pression des scientifiques et des associations la communauté internationale a fait mine de réagir. En effet, le sommet de la Terre, à Rio-de-Janeiro en 1992, a créé trois conventions : 1) la convention sur la diversité biologique, 2) la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification et 3) la convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique. Cette dernière est entrée en vigueur en 1994. Aujourd'hui, elle regroupe 195 chefs d'Etats et se réunit tous les ans au sein de la conférence des parties (COP). Les organisations syndicales y sont invitées en tant qu'observateurs comme 8 autres groupes de la société civile. Paris accueillera la 21^{ème} COP et force est de constater que l'émission des GES, a poursuivi une progression ininterrompue malgré les 20 premières. Pire les négociations s'enlisent, puisque si le protocole de Kyoto (1997) constituait un accord négocié contraignant, les engagements des différents pays se font maintenant de manière volontaire et déconnectée des négociations durant les COPs. 150 Etats ont désormais présenté leurs engagements volontaires, dont rien n'indique qu'ils seront tenus. De plus, l'addition de ces engagements représente moins de la moitié des réductions d'émission qu'il faudrait réaliser d'ici 2030 et ils limiteraient au mieux de 3°C à 4°C le réchauffement climatique. Nous sommes donc loin du compte !

La COP21 sera probablement une vaste entreprise de communication sans effets : aucun engagement contraignant n'est prévu, les engagements volontaires sont insuffisants, le fond vert pour l'adaptation des pays les plus pauvres est insuffisamment abondé et aucune réforme d'ampleur n'est envisagée. Encore plus significatif, le terme même « d'énergie fossile » est absent du document préparatoire. Les dirigeants des Etats ne veulent rien qui puisse contrecarrer les profits de leurs multinationales, dont certaines parrainent même la COP21 (Renault, Aéroport de Paris, Air France, Bolloré, Suez, St Gobain, Decaux, Philips...¹). Ces mêmes Etats rendent contraignantes les décisions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou libéralisent encore plus les marchés avec par exemple l'accord de libre-échange Europe-Etats-Unis (TAFTA ou TTIP «Transatlantic Trade and Investment Partnership»). Mais en aucun cas, ils ne veulent contraindre l'économie et limiter leurs profits pour sauver le climat. Dans ce contexte, les entreprises multinationales et les gouvernements qui les soutiennent avancent des «solutions techniques» qui sont autant de fausses solutions pour le climat, mais des sources de profits pour les plus riches : le stockage du carbone dans les gisements, la fertilisation des océans, les agro carburants ou l'ingénierie climatique.

La COP 21 est aussi instrumentalisée pour promouvoir la filière nucléaire, du fait de ses moindres émissions de GES comparées à celles du charbon et du gaz. Or les risques liés au

¹ <http://www.cop21.gouv.fr/partenaires/entreprises-et-mecenes/>

nucléaire civil sont accrus dans le système de privatisation actuelle du nucléaire pour réduire toujours plus les coûts de production. Dans le même temps, le développement des recherches et des techniques sur les énergies renouvelables est freiné alors qu'en France par exemple, l'ADEME vient de montrer qu'elles pourraient permettre à l'horizon 2050 de produire la totalité de l'électricité française.

Changer de modèle de développement

Beaucoup pensent à tort que le système qui a conduit à cette situation y survivra. Cette illusion est à l'origine de l'accélération de la dégradation de la planète et du renforcement de son exploitation ainsi que de ceux qui y vivent. Nous pensons qu'une autre voie est possible. Ce sont, sur ce sujet comme sur d'autres, les luttes des salariés, des sans-emploi, des sans-terres, et des peuples du monde luttant pour se libérer, qui peuvent dans un même mouvement sauver la planète.

Actuellement, 40% des GES émis dans ces conditions restent dans l'atmosphère, l'océan en absorbant 30% et la végétation 30% aussi. Pour stopper l'accroissement des GES, un raisonnement simple est qu'il faut diminuer d'ici 2050 au moins 40% nos émissions à l'échelle globale, en s'appuyant sur le principe de responsabilité partagée qui fait porter plus d'effort aux pays qui ont le plus pollué par le passé. Cependant, nous récusons totalement la logique de la culpabilisation individuelle. Alors que la productivité par salarié ne cesse d'augmenter, que les salaires stagnent, que les services publics se dégradent, que les campagnes se vident, il faudrait infliger d'autres sanctions aux classes populaires ? Les vraies solutions résident dans des changements structurels de notre mode de développement.

En France, en 2015 la répartition des sources de GES est la suivante: 28% pour le transport, 19% pour l'agriculture, 20 % pour le logement, 22% pour l'industrie et 11% pour l'énergie². La France a diminué de près de 10% ses émissions entre 1990 et 2012. Mais cette baisse est le résultat d'une délocalisation des industries vers les pays en voie de développement. Elle masque une augmentation depuis 1990 de la consommation énergétique de plus de 60% pour le gaz et l'électricité dans le secteur résidentiel et de 12% et 16% de la consommation de carburants respectivement par les voitures particulières et les poids lourds.

Les effets du capitalisme sur l'environnement sont le résultat du choix de maximiser le retour sur le capital investi à court terme au détriment du travail et de l'entretien des ressources naturelles. Les solutions techniques dans le logement (isolation, urbanisme) et dans les transports (choix du rail et du fluvial contre le routier, limitation légale de la consommation des moteurs...) connues depuis longtemps ne sont pas mises en œuvre. Au contraire, une alimentation de basse qualité constituée de produits importés (la France importait en 2013 40% de ses poulets...), est de plus en plus massivement proposée à des populations affaiblies par les bas salaires.

Pour diminuer drastiquement ces émissions d'ici 2050, il faut donc opérer un vrai changement de paradigme dans tous les domaines, contre la logique d'accumulation du capital. La seule solution durable est de développer une économie plus sobre en énergie et en produits manufacturés, basée sur les seuls besoins sociaux et non plus sur la maximisation du retour sur investissement. Pour cela, les travailleurs doivent prendre le contrôle du capital.

² [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rep - Chiffres cles du climat 2016.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Rep_-_Chiffres_cles_du_climat_2016.pdf) - page 25

Changer les modes de production, d'échange et de consommation des produits alimentaires

L'agriculture mondiale produit selon les sources de l'ordre de 20 % des GES (*sous forme de CO₂, méthane et NO_x -oxydes d'azote- notamment, liés pour CH₄ aux activités d'élevage, aux rizières et aux déchets organiques, et pour NO_x aux engrais azotés et aux déchets agricoles*). L'agriculture actuelle produit ces GES, soit à travers l'utilisation d'engrais consommateurs d'énergie fossile et la surutilisation d'engrais azotés, soit par un usage inapproprié des sols.

Moins d'échanges

L'amélioration du bilan énergétique de nos modes de consommation passe par une relocalisation de certaines productions alimentaires. Nous devons en finir avec les différents accords de libre-échange (par ex. TAFTA), la dérégulation et le pouvoir accru des compagnies multinationales par rapport aux Etats. Il faut revenir à une planification de la production alimentaire, contrôlée et légiférée, par les Etats et pour les populations, avec comme objectif de produire le plus possible localement (circuit court) et durablement (préservation des matières organiques du sol, réduction des intrants), de constituer des stocks de produits alimentaires pour lutter contre la spéculation sur les denrées et contre les risques de pénurie et de famine pour les plus pauvres. Réduire les échanges internationaux afin de promouvoir la souveraineté alimentaire est une orientation plus nécessaire que jamais.

Or l'UE fait le contraire ! Sa réponse aux objectifs agricoles de baisse des émissions de GES a consisté à réduire sa production de lait et de viande, à continuer de délocaliser la production de protéines (soja notamment) vers l'Amérique du Sud, et à augmenter la consommation de produits bas de gamme à base de produits importés.

Produire et consommer autrement

Comme la déforestation (notamment en zone tropicale) produit de 12 à 18% des GES au niveau mondial, nous devons éviter les délocalisations de la production des protéagineux et nous devons privilégier la reforestation et une gestion durable des forêts. Par contre, certaines formes d'agriculture, comme les systèmes herbagers, fixent du carbone dans le sol et limitent la production nette de GES. De fait, l'agriculture participe à la régulation du climat en étant source ou puits de CO₂ selon les pratiques agricoles. Il faut promouvoir des systèmes agro-écologiques qui permettent la conservation du carbone à long terme dans les sols : diversification des paysages, usage diversifié des ressources génétiques, élevage sur des prairies permanentes, systèmes de polyculture-élevage, maintien de couverts végétaux permanents sur le sol, agroforesterie, utilisation de légumineuses...

Pour produire et consommer autrement, il faut mettre en place des réponses globales qui commencent par l'accès à l'éducation notamment dans les pays pauvres. Parmi les mesures à développer, le ferroutage pour les marchandises, la création de zones de stockage, la sécurisation des approvisionnements par des moyens techniques appropriés....

Des nouveaux modèles économiques sont aussi à envisager avec une agriculture de proximité permettant de recréer les conditions d'une activité agricole réellement rémunératrice et endiguant l'hémorragie de l'emploi agricole depuis 40 ans. Cette évolution peut certainement soutenir les ambitions déjà évoquées de pratiques agricoles qui contribuent à équilibrer le bilan d'émission de GES, en particulier en favorisant le stockage de carbone dans les sols.

Enfin pour changer nos modes de consommations, nous devons développer des modes de consommation de proximité (AMAPs et agriculture paysanne, bio notamment, agriculture

urbaine et périurbaine), des aides pour la reprise d'entreprises par des SCOP intégrant un projet écologique, une diminution de la publicité dans l'espace public.

Renforcer le service public national de la recherche agronomique

Pour maintenir une agriculture locale soumise à de forts stress climatiques et pour accroître la contribution de cette agriculture à la lutte contre le dérèglement climatique, nous avons aussi besoin de nouveaux efforts en recherche agronomique. Or l'INRA ne travaille pas assez dans ces directions. Pire l'austérité budgétaire, la réforme territoriale, la précarité, ou la course à la publication menacent les recherches finalisées dans ces domaines. Au moment de lancer un programme multidisciplinaire sur la question en 2011, la direction de l'INRA a par exemple choisi de mettre en concurrence les chercheurs se privant ainsi de l'activité de dizaines d'équipes.

Différents axes nous permettraient d'être utiles à la transition écologique de l'agriculture :

1. Défendre le service public, le statut de fonctionnaire, l'intégrité des instituts de recherche nationaux (CNRS, INRA) et des dotations récurrentes, et une recherche indépendante des lobbys.
2. Combattre la marchandisation du savoir (édition scientifique) et du vivant (OGMs, brevets).
3. Développer une recherche ambitieuse dont les objectifs finalisés -souveraineté alimentaire et transition écologique- ne doivent pas limiter la diversité des approches, seule garantie d'une recherche efficace sur le long terme.
4. Développer les recherches en sciences sociales pour produire autrement, hors du cadre néolibéral, de façon à être à la fois efficace, écologiquement durable et socialement juste.
5. Défendre les instituts techniques et promouvoir une recherche qui fasse le lien avec les citoyens, les agriculteurs et les acteurs qui mettent déjà en œuvre les objectifs de la souveraineté alimentaire : relocalisation de la production, agriculture écologique multi-services, polyculture...

Ces revendications s'inscrivent dans une cohérence d'orientation de notre confédération. Plus généralement, face au développement de l'exploitation capitaliste et de la misère en France, et pour permettre une véritable lutte contre le changement climatique et ses conséquences, la CGT INRA exige la renationalisation complète d'EDF et de GDF, le retour de la distribution de l'eau au service public, l'abrogation de la Loi Macron, la renationalisation et le développement des transports publics, SNCF et RATP notamment. Faute de cela, la communication sur la COP21 ne peut être qu'une diversion politicienne hypocrite, alors que le gouvernement s'obstine sur une ligne d'attaque continue des conquêtes sociales dans tous les domaines.

Pour conclure, la CGT INRA est préoccupée par le changement climatique et réaffirme son engagement aux côtés de toutes celles et ceux qui se mobilisent pour réduire ce risque et développer l'humanité dans un monde plus juste, en modifiant radicalement la stratégie économique responsable de ce dérèglement climatique et qui nous conduit dans une impasse dramatique.



**Renforcez un syndicat de luttes :
Adhérez à la CGT !**

Syndicat National CGT-INRA

RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole Tél : 01.39.53.56.56

Mail : cgt@inra.fr Sites: <https://intranet.inra.fr/cgt/> et <http://www.inra.cgt.fr/>